

POLICE

ENQUÊTES INDÉPENDANTES

Lehré souhaite plus de transparence

Les enquêtes indépendantes doivent faire l'objet de plus de transparence, les délais nuisant à la crédibilité et faussant la perception du public, estime Bernard Lehré, président de la Fraternité des policiers de la ville de Québec.



Karine Gagnon

karine.gagnon@journaldequebec.com

« Il y a un problème de perception, parce qu'au départ, ces enquêtes-là ne sont pas rendues publiques ou ne sont pas publiées. Beaucoup de détails ne sont pas donnés, a exposé M. Lehré lors d'un entretien avec *Le Journal*, en prévision de son passage en commission parlementaire. Ça devrait être rendu public plus rapidement. »

Le président de la Fraternité souligne que ce manque de transparence ne relève pas des policiers, les enquêtes étant faites dans les mêmes délais que pour tout citoyen. « C'est le ministère de la Sécurité publique qui garde ces informations », déplore-t-il.

Les vidéos

Les gens ont l'impression qu'on cache quelque chose, alors que souvent, ces opérations-là sont filmées, fait valoir le chef syndical. Dans certains cas, la divulgation de ces vidéos aurait dissipé les doutes quant à l'intervention policière.

Une enquête dite indépendante survient lorsqu'un ou des policiers sont mis en cause dans un incident. L'enquête est alors confiée à un autre corps policier, soit la Sûreté du Québec ou encore le Service de police de Québec ou de Montréal.

Or, en décembre, le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, a déposé un projet de loi qui créerait un Bureau civil de surveillance des enquêtes policières. On souhaite que des représentants civils participent aux enquêtes.

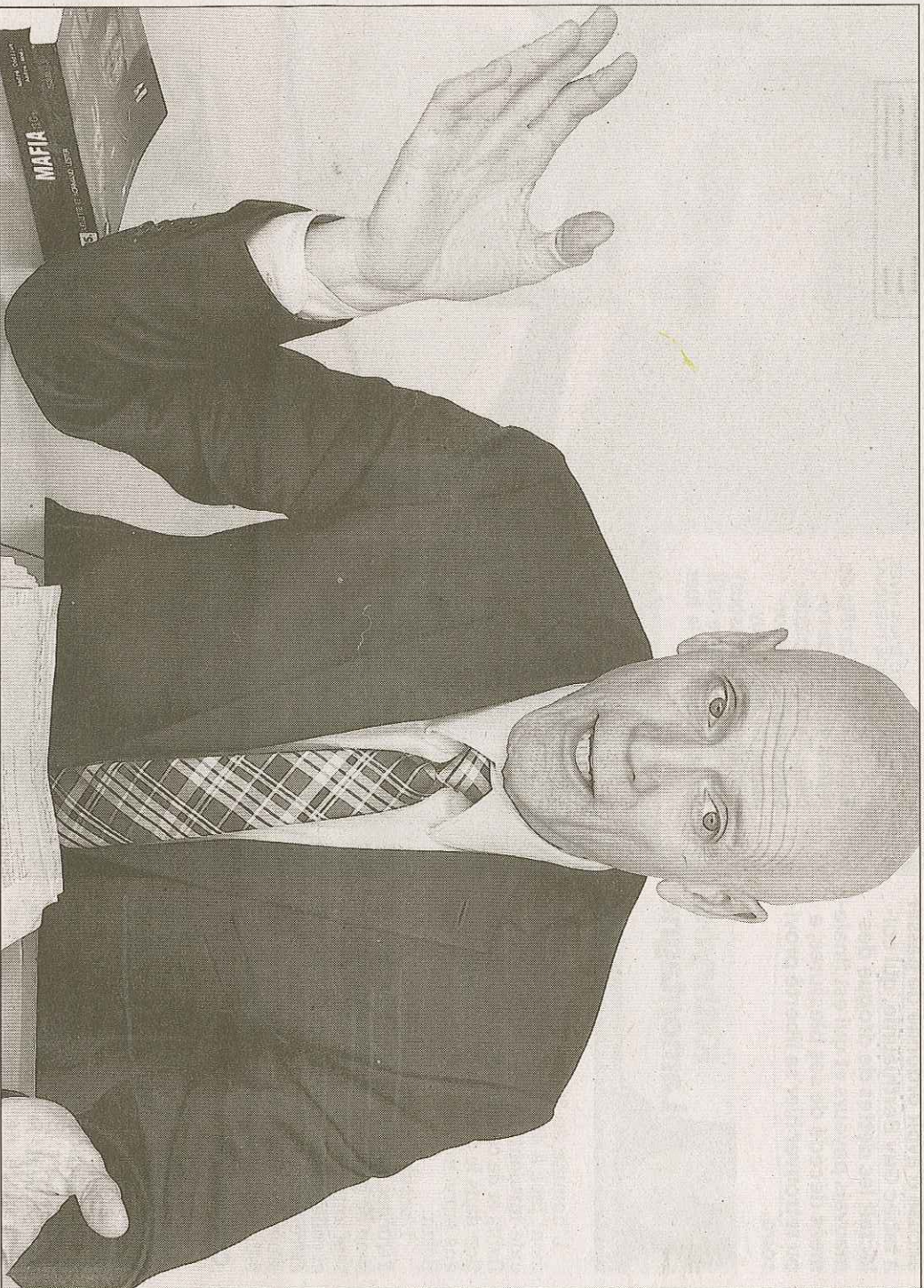


PHOTO STEVENS LEBLANC

■ Bernard Lehré renvoie la balle au ministère de la Sécurité publique.

Le président à propos de...

Les gangs de rue

(KG) Les membres des gangs de rue ont la vie dure à Québec grâce au travail de la justice, mais aussi des policiers, défend Bernard Lehré. « Ils (les policiers) ont la motivation de garder leur ville très sécuritaire », note-t-il, ajoutant que ce n'est pas pour rien que, dans un rapport de l'émission *Enquête*, 13 des 15 intervenants critiquaient les policiers. Ils souhaiteraient écarter les forces de l'ordre, qui sont notamment très présentes lors de spectacles hip-hop, analyse M. Lehré. Les membres des gangs de rue font également souvent l'objet d'interdiction de se trouver à Québec, ce qui facilite le travail des policiers.

Les grands événements

(KG) En raison de la multiplication des grands événements à Québec, les policiers sont de plus en plus contraints de faire « du temps commandé » ou obligatoire, un peu comme les infirmières, qui n'ont pas le choix de demeurer au travail une fois la journée terminée, note M. Lehré. « Ça ne

se fait pas ailleurs au Québec. On est le seul corps de police qui a autant de temps commandé. » Le chef syndical croit néanmoins qu'il y a suffisamment d'effectifs lors de grands événements comme la Saint-Jean-Baptiste.

Le maire

(KG) Depuis son arrivée en poste l'an dernier, le président de la Fraternité des policiers de la ville de Québec considère avoir eu de bons échanges avec le maire Labeaume. « Il est comme à l'image des policiers : il est motivé, énergique, dynamique et il veut défendre sa ville au même titre que les policiers veulent le faire », observe-t-il. Il sent plus d'écoute et il considère que le service de police est davantage consulté, comme ce fut le cas pour la Saint-Jean-Baptiste. « On a tous les deux le même objectif, donc on s'entend rapidement. »

Les problèmes de « désins »

(KG) Le Service de police de Québec aurait davantage à rendre publique l'augmen-

tation des interventions visant des personnes atteintes de troubles de santé mentale, estime M. Lehré. Cela permettrait de mobiliser l'opinion publique et de faire pression sur le ministère de la Santé. Souvent, cette personne-là se retrouvera incarcérée, sauf que ce n'est pas sa place en prison. Il devrait y avoir des soins appropriés. »

Les immigrants policiers

(KG) Le Service de police de Québec gagnerait à embaucher des immigrants, selon Bernard Lehré. « On a déjà eu, de mémoire, une personne de race noire, mais elle n'est plus là. Je suis embêté de vous le dire, mais on n'en a pas énormément si on en a (des personnes qui ne sont pas de race blanche et francophones). »

Selon ce dernier, l'absence d'immigrants dans le service s'explique par le peu d'immigrants vivant à Québec. « Ce serait bienvenu, affirme M. Lehré. Je sais que Montréal était reconnue pour embaucher tous les immigrants qui suivaient leur formation à Nicolet. »

Crédibilité en jeu

M. Lehré en a également contre certaines déclarations de la protectrice du citoyen, pour qui ces enquêtes indépendantes ne le sont pas du tout. « Pas un policier ne risquerait sa crédibilité dans une enquête, surtout que c'est de plus en plus filmé », citant une loi adoptée en 2000 obligeant les policiers à divulguer les commentaires d'un confrère.

Quant à la Ligue des droits et libertés, selon M. Lehré, elle n'est jamais satisfaite si un policier n'est pas reconnu coupable.

Les avocats, les médecins et les ingénieurs sont jugés par des pairs, souligne M. Lehré. « Est-ce que ça veut dire que toutes ces professions-là sont honnêtes et que les policiers sont malhonnêtes? »

Près du quart des enquêtes indépendantes n'ont par ailleurs pas de raison d'être ou concernent des suicides, selon M. Lehré.

Globalement, le travail des policiers de Québec vous plaît-il?

opinions@journaldequebec.com

APPELEZ-NOUS : 418.693.1577